

République Française



SAINT-DIONISY

**DECISION N° 2024-07**  
-----**Objet : portant désignation d'un avocat pour défendre les intérêts de la commune.**

Le Maire,

Vu les articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT, relatifs aux délégations accordées au Maire par les assemblées délibérantes ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n°45/2020 en date du 10 juillet 2020 aux termes de laquelle le Conseil Municipal a délégué au Maire, pour la durée de son mandat, les pouvoirs lui permettant de pouvoir régler les affaires énumérées à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le courrier en date du 4 juillet 2024, de Maître François JEHANNO, avocat, informant la commune d'un recours gracieux contre l'arrêté n° DP 30 249 24 N0018 du 13 mai 2024 diligenté pour le compte des époux SALOMONE ;

Considérant les besoins de la commune pour se défendre dans cette affaire,

**DECIDE****Article 1 :** de confier à Maître Guillaume BARNIER, Avocat du cabinet CGCB & Associés, la défense des droits et intérêts de la Commune dans l'instance susvisée pour toutes les affaires en cours ou à venir opposant la commune aux clients sus nommés de Maître François JEHANNO.**Article 2 :** conformément à l'article L2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente décision sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.**Article 3 :** ampliation de la présente décision sera transmise :

- Monsieur le Préfet du Gard
- Maître Guillaume BARNIER

Fait à Saint-Dionisy, le 15 juillet 2024

Le Maire,

Jean-Christophe GREGOIRE



*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet, [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*